



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 8 novembre 2021

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

Réserves de change : les réserves de change s'établissent à 3218 Mds USD en octobre, en hausse mensuelle de 17 Mds USD

Inflation : la croissance de l'Indice des Prix à la Production (IPP) atteint de nouveau un record historique, et la croissance de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) s'accélère pour la première fois depuis mai

Crédits et masse monétaire : la croissance des agrégats de financement diminue à +10% en octobre

Banque et finance [\(ici\)](#)

Marché de change : l'indice CFETS grimpe à son record haut depuis cinq ans

Finance verte : la PBoC fournira un financement à taux préférentiel pour les prêts verts

Finance verte : publication par l'UE et la Chine d'une comparaison des taxonomies européennes et chinoises relatives aux investissements durables

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

Commerce extérieur : Chiffres actualisés du commerce extérieur chinois pour la période janvier - octobre 2021 selon les douanes chinoises : excédent commercial record grâce à une forte hausse des exportations

Commerce extérieur : Chiffres actualisés du commerce bilatéral entre janvier et septembre 2021 : les exportations françaises demeurent supérieures à leur niveau de 2019 grâce au dynamisme des industries du luxe et de l'agroalimentaire et la reprise des ventes aéronautiques

Relation Chine-US : le président Biden approuve une législation bloquant la délivrance de licences d'exportation à des entreprises chinoises telles que Huawei et ZTE

Relation Chine-US : la Maison Blanche prolonge l'interdiction des investissements américains dans des entreprises chinoises liées à l'appareil militaire

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Matières premières : Tsingshan Holding investit dans une mine de lithium avec Eramet en Argentine

Automobile : Tesla réoriente sa production chinoise vers l'exportation

Automobile : BYD annonce la fermeture de son usine de bus électriques dans l'Oise

Economie numérique : Huawei fait don de son système d'exploitation pour serveurs open-source à une structure à but non lucratif sous la supervision des autorités chinoises

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

CoP26 : les Etats-Unis et la Chine publient une déclaration conjointe sur le climat

Environnement : multiplication de plans en vue de lutter contre la pollution et promouvoir la production propre

CoP26 : Rencontre entre Barbara Pompili et l'envoyé spécial pour le climat M. Xie Zhenhua

Transport aérien : le T3 de l'aéroport de Pékin, réservé aux athlètes et personnes accréditées pour les Jeux Olympiques d'hiver 2022

Aéronautique : principaux contrats signés lors de la Foire internationale des importations (CIIIE) de Shanghai

Actualités régionales [\(ici\)](#)

Sichuan : publication du 14ème plan quinquennal pour les infrastructures de transport

Zhejiang : annonces de programmes d'aides sociales afin de garantir les moyens de subsistance pour la « prospérité commune »

Zhejiang : Dix services provinciaux engagent des mesures de contrôle du marché immobilier, dont des contrôles rigoureux contre l'évitement fiscal illégal

Jiangsu : Pendant la période du 14e plan quinquennal le Jiangsu devrait réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 20% par unité de valeur ajoutée industrielle.

Delta du Yangtsé : Renforcement de la coordination du Delta du Yangtsé entre Shanghai, le Jiangsu, le Zhejiang et l'Anhui.

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong

Taux de pauvreté : le taux de pauvreté avant redistribution augmente entre 2019 et 2020, atteignant 23,6%

Monnaies digitales : la HKMA publie un document détaillant 15 cas d'usage pour la monnaie de Banque centrale digitale (CBDC) mBridge en cours d'étude

Bourse : chiffre d'affaires stable au 3^{ème} trimestre pour l'opérateur de la bourse de Hong Kong HKEX

Bourse : les nouvelles cotations poursuivent leur ralentissement au 3^{ème} trimestre, la bourse de Hong Kong se classant désormais derrière Shanghai en matière d'IPO

Bourse : le HSI progresse de 1,78% au cours de la semaine

Macao

Dépenses publiques : l'assemblée législative macanaise vote un budget déficitaire en 2022, s'appuyant sur ses réserves pour couvrir la baisse des recettes fiscales issues des jeux

Taiwan [\(ici\)](#)

Commerce extérieur : les exportations taiwanaises dépassent 40 Mds USD au mois d'octobre

Réserves de change : Taiwan se maintient au cinquième rang mondial à la fin du mois d'octobre

Finance : la fusion entre Fubon et Jih Sun devrait être finalisée au T1 2022

Mobilité électrique : le gouvernement prolonge les mesures d'exemption de taxes

Foxconn : le premier sous-traitant d'Apple accélère sa diversification dans le véhicule électrique

Commerce bilatéral : le déficit commercial progresse de 45% au cours des trois premiers trimestres

Chine continentale

Conjoncture

Réserves de change : les réserves de change s'établissent à 3218 Mds USD en octobre, en hausse mensuelle de 17 Mds USD

Selon la [State Administration of Foreign Exchange \(SAFE\)](#), les réserves de change s'établissent à 3218 Mds USD en octobre. L'augmentation mensuelle de 17 Mds USD (+0,53% en g.m.) s'explique par l'appréciation des actifs libellés en devises autres que le dollar dans le portefeuille de réserves de change, l'excédent commercial et des flux de capitaux entrants sur les marchés financiers.

Concernant les devises, si l'USD DXY s'est déprécié de -0,1% vis-à-vis du yuan en octobre, la livre a connu une forte appréciation de +1,5% alors que l'euro et le yen se sont dépréciés respectivement de -0,2% et de -2,3%. S'agissant des produits financiers dans lesquels les réserves seraient investies (la ventilation des actifs composant les réserves demeure inconnue), l'indice obligataire mondial libellé en USD (Barclays Global Aggregate Total Return Index USD Hedged) a baissé de -0,3%, tandis que les indices boursiers S&P 500 et Eurozone Stoxx 50 ont augmenté respectivement de +6,9% et de +5,0%. En octobre, les exportations de la Chine s'élevaient à 300 Mds USD, soit une augmentation de +27,1% en glissement annuel ; les importations étaient de 215 Mds USD, en hausse de +20,6% en g.a. ; l'excédent commercial affichait ainsi 85 Mds USD, en forte croissance de +47,5% en g.a. Enfin, les flux de capitaux entrants nets à travers les Stock Connect restent assez solides en atteignant 32,8 Mds RMB (5,1 Mds USD) en octobre, et les obligations chinoises détenus par les investisseurs étrangers s'accroissent à 3850 Mds RMB (601 Mds USD) à fin octobre, en hausse de 22,6 Mds RMB (3,5 Mds USD) par rapport à septembre.

Inflation : la croissance de l'Indice des Prix à la Production (IPP) atteint de nouveau un record historique, et la croissance de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) s'accélère pour la première fois depuis mai

Selon le National Bureau of Statistics (NBS), en octobre, [l'IPP](#) atteint de nouveau son plus haut niveau historique à +13,5% en glissement annuel contre +10,7% en g.a. en septembre, sous l'effet de la pénurie d'énergie et de la flambée des prix des matières premières. Concrètement, le secteur extractif et le secteur des matières premières connaissent respectivement une croissance des prix accélérée de +66,5% et +25,7% en g.a. en octobre, contre +49,4% et +20,4% en g.a. en septembre, notamment due au secteur de l'extraction de charbon (prix +20,1% par rapport à septembre, en raison du déséquilibre entre la forte demande du marché et la pénurie d'approvisionnement), de pétrole (+7,1% en g.m, impacté par la hausse du prix du pétrole brut international) et des produits minéraux non métalliques (+6,9% en g.m.). Cette augmentation intervient malgré les mesures prises par le gouvernement chinois : celui-ci avait ainsi demandé aux entreprises de matières premières de cesser de spéculer à la hausse sur les contrats à terme, de mettre en circulation davantage de stocks de matières premières sur le marché intérieur depuis le mois de mai. Il a également convoqué les principales entreprises du charbon en octobre pour en réduire le prix et augmenter l'approvisionnement. Globalement, la hausse de l'IPP risque de nuire à la rentabilité des entreprises en aval dans les chaînes de production.

La croissance de [l'IPC](#) s'accélère pour la première fois depuis mai, à +1,5% en g.a. en octobre contre +0,7% en g.a. en septembre. Cette évolution s'explique notamment par l'augmentation des prix alimentaires, de +1,7% en

g.m. en octobre contre -0,7% en g.m. en septembre, tirée par i) la forte hausse du prix des légumes frais, de +16,6% en g.m. en octobre contre +1,0% en septembre, en raison du temps pluvieux, de la propagation épidémique dans certaines régions et de l'augmentation des coûts de production et de transport ; ii) la moindre contraction du prix du porc, de -2,0% en g.m. en octobre contre -5,1% en septembre, compte tenu du déploiement de stockage du porc par le gouvernement central. La semaine dernière, le ministère du Commerce a demandé aux autorités locales de stabiliser l'approvisionnement et les prix alimentaires, y compris les légumes, la viande et l'huile alimentaire en prévision de l'hiver à venir, conduisant ainsi à des « achats de panique », ce qui pourrait exercer une pression sur l'inflation du mois de novembre. En outre, la hausse du prix non-alimentaire (notamment les produits industriels liés à l'énergie) contribue également à la croissance de l'IPC, passant de +0,2% en g.m. en septembre à +0,4% en g.m. en octobre, ce qui reflète que la forte augmentation de l'IPP commence à se transmettre à la consommation finale. Le gouvernement chinois s'attendait à ce que l'IPC augmente d'environ 3% cette année, soit plus que la croissance réelle de 2,5% de l'année dernière, comme évoqué dans le Rapport annuel de travail du gouvernement du 5 mars. La PBOC estime quant à elle que l'IPC augmentera de 2% en 2021. L'inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie et des aliments) s'accroît de +1,3% en g.a. en octobre, contre +1,2% en septembre.

Néanmoins, l'écart entre l'IPC et l'IPP continue de s'élargir à 12% en octobre (contre 10% en septembre), reflétant la difficulté de transmission de la hausse des coûts jusqu'au consommateur final, en raison notamment d'une concurrence intense de l'offre et d'une lente reprise de la demande domestique. La pression sur les prix est donc principalement ressentie par les secteurs en aval.

Crédits et masse monétaire : la croissance des agrégats de financement diminue à +10% en octobre

Selon [les statistiques préliminaires publiées par la PBoC](#), la croissance de l'encours de financement à l'économie hors administrations publiques (« Total social financing », TSF) se stabilise à +10% en g.a. en octobre, soit la croissance la plus faible depuis novembre 2018. Concrètement :

- i) la croissance du composant principal - l'encours des crédits bancaires reste inchangée à +12% en g.a. en octobre ;
- ii) la croissance des obligations gouvernementales s'accélère légèrement à +13,6% en g.a. en octobre contre +13,5% en g.a. en septembre, liée à la faiblesses des émissions obligataires à la même période l'année dernière (effet de base) et à l'accroissement des émissions obligataires par le gouvernement depuis le mois d'août de cette année ;
- iii) la croissance du cours boursier des actions des entreprises poursuit son ralentissement (+13,5% en g.a. en octobre contre +13,8% en g.a. en septembre), principalement en raison de l'effet de base de la forte hausse boursière en octobre 2020.

En particulier, s'agissant de la croissance de [l'encours des crédits bancaires](#) en octobre, la stabilisation diverge selon les secteurs et les maturités :

- i) les nouveaux crédits aux entreprises à moyen et long terme poursuivent leur baisse (+219 Mds RMB en octobre contre +695 Mds RMB en septembre et +411 Mds RMB en septembre 2020), du fait du durcissement des crédits bancaires aux promoteurs immobiliers ainsi que de la demande faible de financement par les entreprises dans un contexte de ralentissement économique, malgré la réduction du ratio de réserves obligatoires des banques de 0,5 point de pourcentage par la PBOC en juillet.

- ii) les nouveaux prêts aux ménages à moyen et long terme restent assez stables (+422 Mds RMB en octobre contre +467 Mds RMB en septembre et +406 Mds RMB en octobre 2020), dans la mesure où le gouvernement chinois a restreint les enveloppes de crédits immobiliers distribuées par les banques depuis cette année, et les ventes de logements dans les grandes villes sont tombées depuis septembre sous cet effet ;
- iii) les acceptations bancaires pour le financement des sociétés à court terme augmentent de +116 Mds RMB en octobre contre -112 Mds RMB en octobre 2020

La croissance de l'encours des dépôts bancaires s'accélère fortement à +9,2% en g.a. en octobre contre +8,7% en g.a. en septembre, principalement en raison de l'augmentation des dépôts des institutions financières non-bancaires (+1240 Mds RMB en octobre contre +292 Mds RMB en octobre 2020) ; et des administrations publiques (+1110 Mds RMB en octobre contre +905 Mds RMB en octobre 2020, compte tenu de l'accélération des émissions des obligations gouvernementales) ; et la moindre contraction des dépôts des entreprises (-572 Mds RMB en octobre contre -864 Mds RMB en octobre 2020).

La croissance de l'agrégat de masse monétaire M2 s'accélère également à +8,7% à fin octobre contre +8,3% à fin septembre.

Retour au sommaire ([ici](#))

Banque et finance

Marché de change : l'indice CFETS grimpe à son record haut depuis cinq ans

L'indice CFETS, qui suit le RMB par rapport à un panier de 24 autres devises, a gagné près de 6% cette année à 100,83, proche du record de 100,84 atteint le 22 janvier 2016, principalement pour deux raisons. D'une part, les exportations affichent une tendance haussière depuis cette année, en réalisant une forte croissance de +27,1% en glissement annuel à 300 Mds USD en octobre. D'autre part, les investissements étrangers en actions et les obligations chinoises ont bondi d'environ 120 Mds USD en 2021, celles-ci continuant à présenter des rendements élevés malgré la volatilité récente et les mesures de répression réglementaires de l'été. A fin septembre, les investisseurs internationaux détenaient au total 7500 Mds RMB (1172 Md USD) de titres libellés en RMB, en augmentation de 760 Mds RMB par rapport à la fin de 2020.

Pour mémoire, la Chine a introduit l'indice des taux de change du RMB pondéré en fonction des échanges commerciaux (le panier CFETS) en décembre 2015 dans le cadre d'une restructuration visant à mettre en place un régime de change plus transparent et plus axé sur le marché. Le dernier ajustement de la pondération des devises dans le panier était à fin 2020, en fixant à 18,79% pour le dollar des Etats-Unis, 18,15% pour l'euro et 10,93% pour le yen japonais. Les monnaies composant le panier de devises demeurent inchangées (24 devises au total).

L'évolution de l'indice CFETS



Source : Chinamoney

Finance verte : la PBOC fournira un financement à taux préférentiel pour les prêts verts

Selon son communiqué du 8 novembre, la PBOC lance un nouvel instrument de soutien financier à la réduction des émissions de carbone, dans le but de soutenir les objectifs de neutralité carbone à long terme du pays. Ses bénéficiaires seront les institutions financières nationales (全国性金融机构), le périmètre précis n'ayant pas été défini à ce stade.

Concrètement, la PBoC demande aux banques commerciales d'effectuer des prêts verts à un taux équivalent au taux prêteur de référence (LPR, loan prime rate), en réalisant de façon indépendante ses analyses de risque. Pour mémoire, le LPR à un an est actuellement de 3,85% et le LPR à cinq ans de 4,65%. Ensuite, la Banque centrale pourra elle-même prêter à la banque commerciale concernée jusqu'à 60% du montant du prêt à un taux à un an de 1,75%, pour une durée d'un an renouvelable deux fois. La PBOC demande également aux institutions financières récipiendaires de divulguer publiquement le montant des prêts octroyés par ce dispositif et l'impact concret de la mesure financée, ces éléments devant être audités par des organisations tierces.

Cet outil se concentrera sur trois domaines de réduction des émissions de carbone : « l'énergie propre », « la conservation de l'énergie et la protection de l'environnement », et « les technologies de réduction des émissions de carbone ». Plus précisément, le domaine de « l'énergie propre » comprend les énergies éolienne, solaire, hydraulique, géothermique, océanique, électrochimique, mais aussi l'hydrogène, la biomasse, le réseau électrique intelligent, des projets solaires photovoltaïques et éoliens à grande échelle. Le domaine de « la conservation de l'énergie et de la protection de l'environnement » comprend principalement l'amélioration de l'efficacité énergétique dans le domaine industriel et la transformation des systèmes électriques. Le domaine des « technologies de réduction des émissions de carbone » comprend notamment la capture, le stockage et l'utilisation du carbone. La PBoC insiste pour que ces prêts soient dirigés vers les entreprises dites « petites et raffinées » (小而精) : il s'agirait de petites entreprises dans leur stade initial de développement, spécialisées dans le domaine de la réduction des émissions de carbone, avec un fort potentiel de développement. Enfin, le dispositif pourra être étendu par la PBoC en fonction du développement industriel ou des besoins politiques.

A fin septembre 2021, l'encours des prêts verts s'élevait à 14 780 Mds RMB, soit une augmentation de 27,9% en glissement annuel ; les prêts aux projets réduisant directement et indirectement des émissions de carbone étaient de 6 980 Mds RMB et 2 910 Mds RMB respectivement, représentant 66,9% des prêts verts au total, et les prêts à l'industrie de l'énergie propre totalisaient 3 790 Mds RMB, en hausse de 22,8% en g.a.

Finance verte : publication par l'UE et la Chine d'une comparaison des taxonomies européennes et chinoises relatives aux investissements durables

Le 4 novembre 2021, la Plateforme internationale sur la finance durable (IPSF, International Platform on Sustainable Finance), lancée conjointement par plusieurs juridictions dont la Chine et l'UE, a publié [*la Common Ground Taxonomy-Climate Change Mitigation \(la CGT\)*](#) lors de son événement annuel tenu en marge de la COP 26 de l'ONU à Glasgow. L'IPSF a créé un groupe de travail sur la taxonomie en juillet 2020, coprésidé par la PBoC et la Commission européenne. La CGT est le résultat d'une comparaison complète et détaillée entre le *Green Bond Endorsed Project Catalogue* de la Chine et l'*EU Taxonomy Climate Delegated Act*. Elle comprend une liste d'activités économiques reconnues à la fois par les taxonomies vertes de la Chine et de l'UE et qui contribuent substantiellement à l'atténuation du changement climatique. La CGT actuelle couvre les activités économiques dans six domaines : l'énergie, la fabrication, la construction, le transport, la gestion des déchets solides et la sylviculture. La comparaison est effectuée sur plus d'une soixantaine d'activités, de la gestion des forêts aux infrastructures aéroportuaires bas-carbone.

La CGT reflète les points saillants des taxonomies vertes de la Chine et de l'UE. Elle a pour but de soutenir la coopération en matière de financement vert entre la Chine et l'UE et mobiliser le financement climatique transfrontalier en réduisant le coût de la certification verte. Elle pourra être utilisée comme référence volontaire par les acteurs du marché lors de l'émission ou de la négociation de produits financiers verts, Hong Kong s'étant

déjà engagé à en suivre les conclusions. En outre, le groupe de travail pourrait encore élargir le périmètre de la CGT à de nouvelles activités.

La taxonomie, [publiée sur le site de la Commission](#), est ouverte pour commentaires publics jusqu'au 4 janvier.

Retour au sommaire ([ici](#))

Echanges et politique commerciale

Chiffres actualisés du commerce extérieur chinois pour la période janvier - octobre 2021 selon les douanes chinoises : excédent commercial record grâce à une forte hausse des exportations

- **+27,1 % en g.a. à 300,2 Mds USD pour les exportations de biens en octobre**, au-delà des prévisions (estimation médiane de 22,8 % des économistes sondés par Bloomberg). **Les exportations sur les 10 premiers mois de l'année ont déjà surpassé le volume total de l'ensemble de l'année 2020.**
- Les exportations vers la plupart des pays partenaires ont été dynamiques, notamment vers les Etats-Unis (+22,7 % à 53,8 Mds USD), l'Union européenne (+44,3 % à 48,5 Mds USD) dont la France (+48,5 % à 4,4 Mds USD), l'ASEAN (+18,0 % à 40,6 Mds USD) dont l'Indonésie (+70,4 % à 5,7 Mds USD), la Corée du Sud (+33,1 % à 13,3 Mds USD) et l'Inde (+46,4 % à 9,9 Mds USD).

Les exportations dans l'ensemble des principaux secteurs ont augmenté, en particulier les produits électriques et mécaniques (+23,5 % à 178,4 Mds USD), dont les semi-conducteurs (+29,5 % à 13,7 Mds USD) et les ordinateurs (+19,3 % à 23,4 Mds USD), les produits de haute technologie (+23,0 % à 89,1 Mds USD), ainsi que les produits textile (+7,2 % à 12,5 Mds USD).

- **Sur les dix premiers mois de l'année 2021, les exportations ont augmenté de 32,0 % (à 2 702 Mds USD)** ; elles avaient augmenté de 0,4 % en 2020. Celles-ci ont été particulièrement dynamiques vers les Etats-Unis (+31,7 % à 465,5 Mds USD), l'UE (+32,9 % à 415,7 Mds USD), l'ASEAN (+38,3 % à 225,8 Mds USD) et l'Inde (51,0 % à 78,4 Mds USD).

Les hausses des exportations de produits mécaniques et électriques (+31,8 % à 1592,0 Mds USD) des semi-conducteurs (+31,6 % à 122,7 Mds USD) ont été les plus importantes, lesquelles s'expliquent par la reprise de l'activité économique mondiale ainsi qu'une pénurie de ces produits causée par la perturbation des chaînes de valeur et la forte demande internationale.

- **+20,7 % à 215,7 Mds USD pour les importations des biens en octobre.**
- Le dynamisme des importations venant des principaux partenaires a été assez inégal, notamment en provenance de l'ASEAN (+23,1 % à 31,9 Mds USD), de la Corée du Sud (+22,3 % à 18,2 Mds USD), de l'Afrique (+38,1 % à 8,6 Mds USD), de l'Indonésie (+105,8 % à 6,0 Mds USD), de Taiwan (+7,2 % à 20,4 Mds USD) et des Etats-Unis (+4,6 % à 13,0 Mds USD). Les importations en provenance de l'Union européenne ont quant à elle baissé (-0,7 % à 22,6 Mds USD) malgré une hausse des importations en provenance de France (+17,4 % à 3,0 Mds USD).

Les importations de la majorité des marchandises a fortement augmenté, enregistrant ses plus fortes hausses pour les matières premières : produits électriques et mécaniques (+6,0 % à 90,6 Mds USD), dont les semi-conducteurs (+11,2 % à 34,9 Mds USD) et les ordinateurs (+33,2 % à 5,4 Mds USD) ; produits de haute technologie (+13,5 % à 68,7 Mds USD) ; produits agroalimentaires (+10,3 % à 15,3 Mds USD) dont la viande (+11,0 % à 2,4 Mds USD) ; minerais de fer (+45,0 % à 12,6 Mds USD) ; gaz naturel (+144,7 % à 5,0 Mds USD) ; charbon (291,9 % à 3,6 Mds USD).

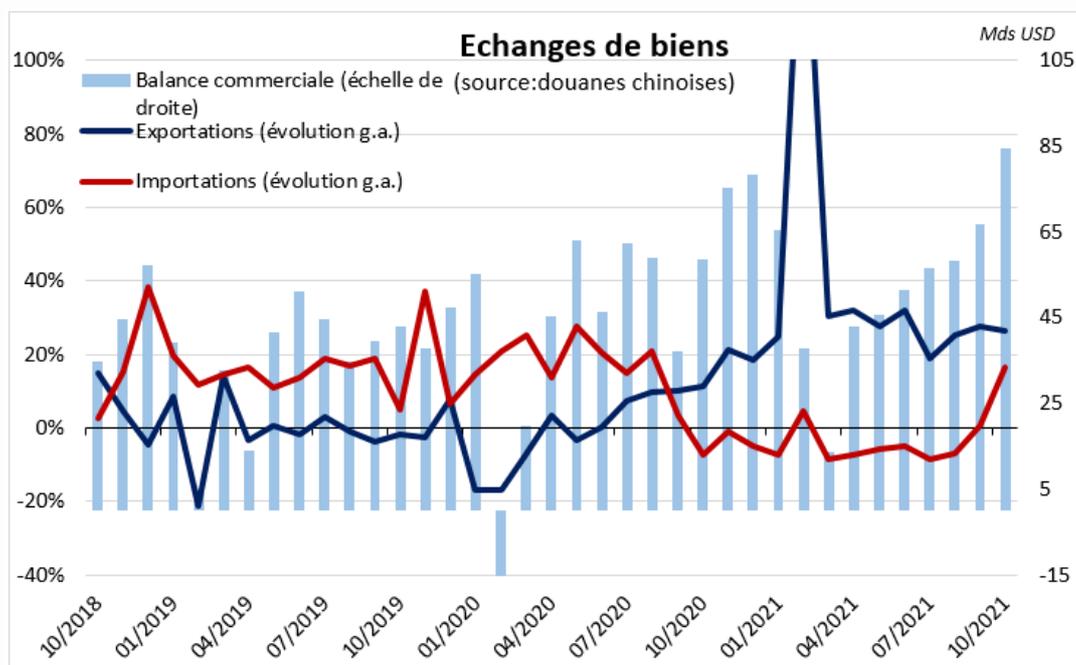
- **Sur les dix premiers mois 2021, les importations ont augmenté de 32,0 % (à 2 179,0 Mds USD) ;** elles avaient diminué de 1,8 % en 2020. Celles-ci ont été particulièrement dynamiques en provenance de l'ASEAN (+31,6 % à 316,1 Mds USD), de l'UE (+24,7 % à 254,9 Mds USD), des Etats-Unis (+39,2 % à 144,6 Mds USD) et d'Australie (+43,8 % à 137,8 Mds USD).

Les hausses des importations de produits électriques et mécaniques (+22,2 % à 928,3 Mds USD), dont les semi-conducteurs (+22,5 % à 347,5 Mds USD), de produits de haute technologie (+23,5 % à 675,9 Mds USD), de produits agricoles (+30,8 % à 180,9 Mds USD), de minerais de fer (+66,5 % à 158,9 Mds USD) et de gaz naturel (+47,2 % à 39,9 Mds USD) ont été les plus importantes.

- **L'excédent commercial sur le mois d'octobre s'élève à 84,5 Mds USD** (par rapport à 58,4 Mds l'année précédente), **atteignant son plus haut niveau jamais enregistré.**

Commerce extérieur de la Chine sur la période janvier-octobre 2021 (source : douanes chinoises)

	Montant (Mds USD)	Evolution en g.a. (valeur USD)
Echanges totaux	4 881,2	+31,5 %
Exportations chinoises	2 702,2	+32,0 %
Importations chinoises	2 179,0	+31,0 %
Balance commerciale	523,0	augmentation de la balance commerciale de 139,3 Mds USD



Principaux fournisseurs de la Chine sur la période janvier-octobre 2021 (source : douanes chinoises)

Fournisseur	Montant (Mds USD)	Part de marché (%)	Evolution en g.a. (valeur USD)
ASEAN	316,1	14,5	+31,6 %
Union européenne	254,9	11,7	+24,7 %
<i>dont Allemagne</i>	98,9	4,5	+19,4 %
<i>dont France</i>	31,7	1,5	+40,3 %
Taiwan	202,8	9,3	+25,7 %
Corée du Sud	173,1	7,9	+22,5 %
Japon	169,8	7,8	+20,2 %
États-Unis	144,6	6,6	+39,2 %
Australie	137,8	6,3	+43,8 %

Principaux clients de la Chine sur la période janvier-octobre 2021 (source : douanes chinoises)

Client	Montant (Mds USD)	Part des exports (%)	Evolution en g.a. (valeur USD)
États-Unis	465,5	17,2	+31,65 %
Union européenne	415,7	15,4	+32,9 %
<i>dont Allemagne</i>	92,2	3,4	33,4 %
<i>dont France</i>	37,4	1,4	26,2 %
ASEAN	386,8	14,3	+28,0 %
Hong Kong	277,7	10,3	+31,6 %
Japon	136,0	5,0	+17,6 %
Corée du Sud	120,7	4,5	+33,6 %

Chiffres actualisés du commerce bilatéral entre janvier et septembre 2021 : les exportations françaises demeurent supérieures à leur niveau de 2019 grâce au dynamisme des industries du luxe et de l'agroalimentaire et la reprise des ventes aéronautiques

(source : douanes françaises)

- **Les exportations françaises de biens vers la Chine ont fortement augmenté** sur les 9 premiers mois de 2021 par rapport à leur niveau de 2020 (+54,0 % à 17,7 Mds EUR), du fait d'un effet de base important (les exportations avaient baissé de plus de 22,9 % sur la même période en 2020), ainsi que d'une reprise des ventes aéronautiques à partir d'avril 2021 (3,2 Mds EUR vs. 1,2 Mds EUR entre avril et septembre 2020), premier poste des exportations françaises.
- **Les exportations françaises sont supérieures à leur niveau de 2019** (17,7 Mds EUR vs. 14,9 Mds EUR) malgré des ventes du secteur aéronautique encore inférieures à la normale d'avant-crise (3,2 Mds EUR vs. 5,1 Mds EUR).

- **Hors aéronautique, les exportations sont dynamiques.** Alors que les touristes chinois ne peuvent que difficilement voyager en France, les exportations françaises de produits de luxe^[1] ont augmenté de manière significative par rapport à 2020 (+99,7 % en g.a. à 4,7 Mds EUR pour l'ensemble du secteur ; +260 % à 1,7 Md EUR pour la maroquinerie) ; les ventes du secteur agricole et agroalimentaire ont également bondi (+39,8 % à 2,2 Mds EUR) grâce aux ventes de viande (+24,5 % à 427 MEUR) et de boissons (+78,2 % à 1,1 Mds EUR), dont le vin (+55,2 % à 398 MEUR) et les spiritueux (+102,0 % à 597 MEUR).
- **Les importations françaises de biens chinois ont continué d'augmenter** : +8,9 % en g.a. à 44,9 Mds EUR du fait des achats de produits informatiques et électroniques (+21,2 % en g.a. à 12,6 Mds EUR ; +19,7 % pour les ordinateurs ; +13,9 % pour les téléphones) et d'équipements électriques et ménagers (+23,3 % à 5,7 Mds EUR) qui sont restés importants.
- Les importations de produits **textiles et d'habillement** ont diminué (-37,4 % en g.a. à 6,7 Mds EUR) du fait de la forte baisse des importations de masques et autres équipements de protection.
- Les importations de navires ont fortement crû (795 MEUR vs. 158 MEUR) en lien avec les achats de porte-conteneurs chinois par CMA-CGM.
- Le déficit commercial français a baissé par rapport à 2020: -8,5 % à 27,2 Mds EUR.

Echanges de biens entre la France et la Chine de janvier à septembre 2021 :

	Montant (MEUR)	Evolution en g.a.
Echanges totaux	62 653	+18,8 %
Exportations françaises	17 740	+54,0 %
<i>Matériel de transport</i>	3 469	+159,4 %
<i>Agricole et agroalimentaire</i>	2 223	+39,8 %
<i>Chimie, parfums, cosmétiques</i>	2 712	+29,8 %
Importations françaises	44 913	+8,9 %
<i>Informatique, électronique</i>	12 622	+21,2 %
<i>Textile, habillement, chaussures</i>	6 692	-37,4 %
<i>Equip. électriques et ménagers</i>	5 700	+23,3 %
Balance commerciale	-27,2 Mds EUR	Baisse du déficit de 8,5 % (-2,5 Mds EUR)

Relation Chine-US : le président Biden approuve une législation bloquant la délivrance de licences d'exportation à des entreprises chinoises telles que Huawei et ZTE

Le président américain Joe Biden [a signé](#) le jeudi 11 novembre le « *Secure Equipment Act* », qui interdit la délivrance de licences d'exportation aux fournisseurs étrangers d'équipements de télécommunication à des entreprises étrangères qui présenteraient une menace pour la sécurité nationale américaine. Le Sénat américain avait unanimement approuvé cette législation fin octobre ([voir les brèves de la semaine du 25 octobre](#)).

La nouvelle loi exige que la Commission fédérale des communications (FCC) cesse d'examiner et d'approuver les demandes d'autorisation d'exportation d'équipements faisant peser un risque « inacceptable » pour la sécurité

nationale. Cette loi pourrait ainsi concerner des équipements en provenance des entreprises concernées comme Huawei et ZTE.

En juin 2021, le régulateur américain des télécommunications avait déjà voté à l'unanimité en faveur d'un projet de réglementation visant à interdire la délivrance de licences d'exportation d'équipements destinés aux réseaux de télécommunication américains provenant de sociétés chinoises visées par le « *National Defense Authorization Act* » de 2019, dont Huawei, ZTE, Hikvision, Dahua et Hyteria ([voir les brèves de la semaine du 14 juin](#)).

Alors que cette interdiction ne visait que les achats d'équipements effectués avec des fonds fédéraux, l'interdiction prévue par la nouvelle loi cible tous achats d'équipements des entreprises concernées, quel que soit l'origine et la nature de son financement.

Relation Chine-US : la Maison Blanche prolonge l'interdiction des investissements américains¹ dans des entreprises chinoises liées à l'appareil militaire

Le mardi 9 novembre, la Maison Blanche a [annoncé par décret](#) la prolongation d'un an de l'interdiction des investissements américains dans les entreprises chinoises ayant des liens avec l'armée populaire de libération.

Une liste d'entreprises avait initialement été introduite par un décret présidentiel signé par Donald Trump le 12 novembre 2020 ([voir les brèves de la semaine du 9 novembre 2020](#)), avant d'être amendée par un [décret](#) de l'administration Biden en juin 2021. Ce dernier décret avait retiré 11 entreprises dont Commercial Aircraft Corp of China (COMAC) et Xiaomi Corporation (Xiaomi) de la liste, et ajouté 26 nouveaux noms dont China Avionics Systems Company Ltd. et China Satellite Communications Co ([voir les brèves de la semaine du 31 mai 2021](#)).

59 entreprises chinoises figurent actuellement sur la liste, dont Semiconductor Manufacturing International Corporation (SMIC), China National Offshore Oil Corporation (CNOOC), Huawei Technologies Co., Ltd (Huawei), et Hangzhou Hikvision Digital Technology Co., Ltd (Hikvision).

Selon l'annonce publiée mardi, cette extension est jugée nécessaire au motif que les investissements en valeurs mobilières qui financent certaines entreprises chinoises liées au complexe militaro-industriel ou développant des technologies de surveillance impliquées dans des violations des droits de l'homme continuent de constituer « une menace inhabituelle et extraordinaire pour la sécurité nationale, la politique étrangère et l'économie des États-Unis ».

Retour au sommaire ([ici](#))

¹ Les « investissements américains » désignent les investissements en valeurs mobilière effectués par « tout citoyen américain, résident permanent légal, entité organisée selon les lois des États-Unis ou de toute juridiction des États-Unis (y compris les succursales étrangères), ou toute personne se trouvant aux États-Unis ». (<https://www.whitehouse.gov/briefing-room/presidential-actions/2021/06/03/executive-order-on-addressing-the-threat-from-securities-investments-that-finance-certain-companies-of-the-peoples-republic-of-china/>)

Industrie et numérique

Matières premières : Tsingshan Holding investit dans une mine de lithium avec Eramet en Argentine

Selon un [communiqué](#) d'Eramet publié le 8 novembre, le groupe chinois Tsingshan Holding s'est associé au projet d'extraction de lithium en Argentine de l'entreprise française en y injectant 400 M USD. Eramet était déjà investi dans ce projet depuis avril 2020 mais sa réalisation était en suspens à cause de la pandémie de covid-19. La construction de la mine devrait débuter au T2 2022 pour une production attendue de 24 000 tonnes par an à partir de 2024.

Si Eramet conserve un actionnariat majoritaire (51,1%), ainsi que l'opération effective du site, la production devrait être répartie équitablement entre les deux parties prenantes. Christel Bories, PDG d'Eramet, qui avait [alerté](#) en avril contre une « double dépendance à la Chine en matière d'extraction et de raffinage des matières premières, a indiqué que cet investissement contribuait à assurer la souveraineté européenne en termes d'approvisionnement en minéraux critiques. Eramet et Tsingshan Holding sont déjà [partenaires](#) dans le cadre d'une coentreprise à Weda Bay (Indonésie). Selon [Mining Technology](#), Eramet serait en discussions avec des constructeurs automobiles et des fabricants de batteries.

Cet investissement s'inscrit également dans la stratégie de Tsingshan Holding de sécuriser son accès en lithium, un matériau critique pour la production de batteries pour véhicules électriques dont la demande est en forte augmentation actuellement. Outre le lithium, est surtout reconnu comme le leader mondial de la production d'inox et de la production de nickel, avec notamment des actifs en Chine et en Indonésie. REPT Energy, une filiale de Tsingshan Holding, a également [annoncé](#) en avril dernier un investissement d'1,6 Md USD dans une usine de production de batteries dans le Guangdong (200 GWh d'ici 2025), témoignant ainsi de la stratégie d'intégration verticale du groupe

La croissance de la demande pour les véhicules électriques a engendré une forte hausse de la demande en batteries lithium-ion, causant une hausse des cours d'hydroxyde de lithium et de carbonate de lithium, les deux principaux matériaux composant les électrolytes. Selon Benchmark Mineral Intelligence (BMI), les capacités de production mondiales seraient inférieures de 25 000 tonnes à la demande pour l'année 2021, une situation de pénurie qui pourrait perdurer en 2022.

Automobile : Tesla réoriente sa production chinoise vers l'exportation

Selon les chiffres de la China Passenger Car Association (CPCA), Tesla [a produit](#) 54 931 véhicules (modèles 3 et Y) dans son usine de Shanghai en octobre, soit un léger recul par rapport au mois de septembre (56 006). Cependant, la principale nouveauté est que seulement 25% de ces véhicules étaient destinés au marché local, ce qui représente une chute de 74% des ventes pour la marque américaine. En parallèle, l'entreprise a exporté 40 700 véhicules depuis la Chine, contre seulement 3 900 le mois précédent. Cui Dongshu, secrétaire général de la CPCA a salué cette situation, déclarant que le cas de Tesla « démontre la compétitivité des produits fabriqués en Chine ».

Le 7 novembre, le « 4^{ème} forum mondial sur le développement automobile » a été [organisé](#) en marge de la China International Import Expo (CIIE) à Shanghai. Bien qu'organisé dans le cadre d'un événement de promotion des importations, cet événement a été l'occasion de mettre en avant les exportations de véhicules à énergies nouvelles (VEN) chinois, qui ont augmenté de 301,6% en glissement annuel sur les neuf premiers mois de l'année 2021. Les exportations vers l'Europe ont atteint 79 600 unités entre janvier et juillet.

Automobile : BYD annonce la fermeture de son usine de bus électriques dans l’Oise

BYD a annoncé la fermeture d’ici la fin de l’année de son site d’assemblage de bus électriques, implanté depuis 2017 à Allonne (Oise). Le groupe chinois, dont les activités en Chine couvrent également les véhicules électriques, les produits électroniques, les batteries ainsi que les monorails, a [annoncé](#) « change[r] de stratégie et renforce[r] son positionnement en France en réorganisant la structure de son équipe ». En quatre ans, BYD aura produit une trentaine de véhicules, employant un maximum de 30 personnes. La fermeture de l’usine devrait acter le licenciement des dix employés restant tandis que la reprise du site serait en discussion.

Economie numérique : Huawei fait don de son système d’exploitation pour serveurs open-source à une structure à but non lucratif sous la supervision des autorités chinoises

Huawei a [annoncé](#) le 9 novembre avoir cédé le code-source, ainsi que les logiciels et marques associés, d’openEuler. Cette propriété intellectuelle a été transférée à OpenAtom Foundation, organisation à but non-lucratif cofondée en septembre 2020 par des groupes tels que Alibaba, Tencent, mais également Huawei. Placée sous la tutelle du Ministère de l’Industrie et des Technologies de l’Information (MIIT), cette plateforme a reçu des dons de logiciels open-source de la part de ces fondateurs (Tencent OS Tiny, AliOS Things), dont Huawei qui avait cédé certains droits sur son système d’exploitation pour terminaux HarmonyOS à cette même fondation. A terme, l’objectif de Huawei est de rendre compatible OpenEuler et Harmony.

OpenEuler est une plateforme associée à EulerOS, le système d’exploitation dédié aux serveurs de Huawei, lui-même basé sur une adaptation de Linux. OpenEuler visant à développer un écosystème spécifique. Cet écosystème open-source doit inciter les développeurs à davantage coopérer pour développer de nouvelles solutions compatibles avec cet écosystème. Selon Huawei, 22 000 développeurs auraient rejoint la plateforme depuis son lancement. Celle-ci pourrait s’ouvrir à l’international dès 2022.

Le développement d’alternatives open-source bénéficie d’un fort soutien en Chine. Le gouvernement voit notamment dans l’open source un outil pour mobiliser efficacement les ressources des acteurs nationaux et développer certaines briques technologiques, dans le but notamment de s’émanciper de sa dépendance aux licences américaines.

Retour au sommaire ([ici](#))

Développement durable, énergie et transports

CoP26 : les Etats-Unis et la Chine publient une déclaration conjointe sur le climat

Les Etats-Unis et la Chine ont publié le 11 novembre à l'occasion de la COP26 une « [déclaration conjointe de Glasgow sur le rehaussement de l'action climatique dans les années 2020](#) ». Celle-ci fait suite à la déclaration conjointe des deux pays d'avril dernier, publiée à l'issue de la rencontre de John Kerry à Shanghai avec son homologue Xie Zhenhua.

Cette déclaration vient confirmer que le climat reste un terrain encore propice à la coopération sino-américaine, après une période de raidissement lors de la deuxième visite de John Kerry en septembre, à l'issue de laquelle aucune déclaration conjointe n'avait été publiée. Les autorités chinoises avaient alors passé le message qu'une « telle coopération ne [pouvait] pas se maintenir sans une relation bilatérale améliorée ».

Un aspect notable de cette déclaration est qu'elle concerne l'action à court terme (« dans les années 2020 »), qui sera critique pour garder l'objectif des 1,5°C atteignable. Divers champs de coopération entre les deux pays sont identifiés : standards environnementaux, transition juste, électrification et décarbonation des secteurs aval, économie circulaire, CCUS, intégration des énergies renouvelables intermittentes, transport de l'électricité, stockage et limitation du gaspillage d'électricité, déforestation illégale.

L'engagement le plus concret concerne le contrôle et la réduction des émissions de méthane, avec notamment la tenue d'une réunion bilatérale sur le sujet prévue au premier semestre 2022. Pour rappel, la Chine ne s'était pas engagée la semaine dernière à rejoindre le *Global Methane Pledge* sur la réduction des émissions de méthane, lancé par l'Union Européenne et les Etats-Unis et rejoint par une centaine de pays. Dans la déclaration, la Chine rappelle son intention de publier un plan d'action national sur le méthane, en complément de sa Contribution Nationale Déterminée récemment parue.

Enfin sur le charbon, les deux parties ont rappelé l'engagement du G20 sur l'arrêt du soutien aux centrales à charbon à l'étranger. A noter que cet engagement concerne uniquement les centrales sans système de capture des émissions (« *unabated coal* »), ce qui n'avait pas été précisé dans la déclaration de Xi Jinping du 22 septembre (« *China will step up support for other developing countries in developing green and low-carbon energy, and will not build new coal-fired power projects abroad* »).

Environnement : multiplication de plans en vue de lutter contre la pollution et promouvoir la production propre

Le Conseil des Affaires de l'Etat a publié le dimanche 7 novembre un nouvel [avis](#) sur l'approfondissement de la lutte contre la pollution, tout en s'inscrivant dans la continuité de l'ancienne [directive](#) en la matière publiée en juin 2018 qui avait initié les opérations « ciel bleu », « eau claire » et « sol propre ». Le document précise les objectifs de prévention et de contrôle de la pollution pour la période du 14^e plan quinquennal (2021-2025) et rappelle les objectifs climatiques de la Chine. Il réaffirme les politiques de contrôle du charbon et des surcapacités de production industrielle, en apportant des spécifications supplémentaires à l'égard des points relevés par le plan « 1+N ». Par exemple, l'avis précise que l'usage du charbon en vrac par des individus et des petites entreprises dans les zones clés (mégapole de Pékin-Tianjin-Hebei et les régions environnantes) sera

entièrement interdit d'ici 2025, complétant l'objectif général d'une « décréue puis interdiction de l'usage du charbon en vrac » mentionné par le plan climat.

La Commission nationale pour le Développement et la Réforme (NDRC) a publié deux jours plus tard le 14^{ème} [plan](#) quinquennal de mise en œuvre de la production propre à l'échelle nationale, conjointement avec 9 autres ministères. Ce plan met l'accent sur la généralisation de l'utilisation des énergies propres et renouvelables ainsi que le renforcement du recyclage dans l'industrie, l'agriculture, les transports, le bâtiment/travaux publics et le secteur tertiaire. Il définit les principales tâches à accomplir dans ces cinq domaines, en termes d'amélioration de l'efficacité énergétique et de réduction des émissions de carbone et de polluants.

Lors du même jour, le Conseil des Affaires de l'Etat a annoncé la [réglementation](#) administrative sur la gestion des eaux souterraines, prévoyant d'améliorer le système de prévention de la pollution des eaux souterraines par les activités de construction, d'exploitations minières et agricoles.

CoP26 : Rencontre entre Barbara Pompili et l'envoyé spécial pour le climat M. Xie Zhenhua

La ministre de la transition écologique Barbara Pompili a eu un entretien ce jeudi 11 novembre à Glasgow, avec l'envoyé spécial pour le climat chinois M. Xie Zhenhua. Ce dernier était accompagné de M. Zhao Yingmin, vice-ministre de l'Ecologie et de l'environnement. Cet entretien a été l'occasion d'évoquer deux points toujours en suspens lors de cette COP 26, à savoir, la mise en place d'un marché carbone mondial (négociations relatives à l'article 6 de l'accord de Paris) et les dispositifs garantissant la transparence de l'action climatique.

Pour mémoire, un premier entretien en visioconférence avait eu lieu entre Barbara Pompili et Xie Zhenhua le 20 octobre dernier (voir [brève de la semaine du 18 octobre](#))

Transport aérien : le T3 de l'aéroport de Pékin, réservé aux athlètes et personnes accréditées pour les Jeux Olympiques d'hiver 2022

Il y a quelques semaines, le Comité International Olympique (CIO) et le Comité Olympique de la Ville de Pékin pour les JO d'Hiver 2022 (BOCOG) ont informé [dans les guides](#) à l'attention des athlètes et personnes accréditées pour l'événement, que l'aéroport de Pékin-Capital était le seul et unique point d'entrée pour les passagers internationaux. Au cours d'[une conférence de presse](#) récente, l'Administration de l'Aviation Civile (CAAC) a précisé que les arrivées s'effectueraient de manière exclusive au T3-D ; les retours sont affectés au T3-C et au T3-E. Dans une logique de prévention de propagation éventuelles de personnes infectés du COVID-19, tous les passagers doivent, à leur arrivée, pendant leur séjour en Chine et jusqu'à leur départ compris, suivre une « gestion en circuit fermé », dans des corridors et bulles sanitaires stricts, avec une surveillance étroite et des obligations précises, y compris sur les trois sites olympiques officiels (Pékin, Yanqing et Zhangjiakou). Le BOCOG propose aux fédérations sportives trois options de voyages : vols commerciaux réguliers (mais compte-tenu de la quasi-fermeture de Pékin au trafic international depuis mars 2020, cette possibilité est extrêmement limitée), vols non réguliers charters et vols dits « temporaires ». Le faible nombre de liaisons directes de tous points à Pékin devrait donner un rôle important à des hubs internationaux comme Paris CDG. Si Air China, sponsor des JO2022, est naturellement impliqué dans le transport des personnes accréditées, les compagnies étrangères comme Air France KLM prendront également toute leur place.

Si l'option « charter » est bien connue des compagnies aériennes, celle concernant des vols dit « temporaires » a exigé une analyse de la part des services compétents. Par cette expression, les autorités chinoises font référence aux flux de vols « mini-cargo », aménagés pour accueillir exclusivement des passagers accrédités pour les JO2022. Cette catégorie d'opération spéciale fait référence à des appareils normalement configurés pour le transport de passagers, volant actuellement à vide sans passagers, mais transportant du cargo en soute – et parfois aussi avec fret en cabine). Cette innovation opérationnelle conjointe des compagnies et des avionneurs comme Airbus est l'une des conséquences de la crise du COVID-19, ayant vue à la fois s'effondrer les vols internationaux de passagers (fortement réduits ou annulés pour des raisons sanitaires) et croître les besoins de fret aérien (notamment pour le transport de matériel médical d'urgence, au cœur de la crise), dans une situation où les capacités disponibles d'appareils tout-cargo n'étaient pas suffisantes. Cette nouvelle utilisation participe également d'une logique d'optimisation par les transporteurs aériens de l'exploitation de leurs flottes et de l'emploi des équipages, les coûts pour assurer la maintenance prolongée d'un appareil au sol étant estimés supérieurs à ceux d'une utilisation même minimale (par ailleurs génératrice de recettes).

En préparation des JO2022 (23 janvier – 3 février 2022 et jeux paralympiques du 24 février au 16 mars), des compétitions et événements tests se déroulent déjà sur les sites olympiques officiels à Pékin. Les participants ont été transportés selon les modalités décrites *supra*. La CAAC a informé qu'entre le 3 octobre et le 9 novembre, 85 vols olympiques spéciaux ont eu lieu (49 vols entrants, 33 entrants et 1 cargo), pour un total de 2 380 passagers. Pour la période olympique à proprement parler, les organisateurs s'attendent à des flux dix fois plus importants (environ 25 000 personnes accréditées).

Aéronautique : principaux contrats signés lors de la Foire internationale des importations (CIIE) de Shanghai

A l'occasion de la 4^{ème} CIIE, qui s'est tenue à Shanghai entre le 5 au 10 novembre 2021, plusieurs entreprises aéronautiques ont [annoncé](#) des contrats. S'agissant spécifiquement de la coopération franco-chinoise, notons le contrat de maintenance, réparation et révision (MRO en anglais) entre [China Eastern Airlines et Safran Landing Gear Systems](#) portant sur les trains d'atterrissage de 31 Airbus A330 de la flotte de la compagnie chinoise (41 M USD), ainsi que le contrat entre [Xiamen Airlines et CFM](#) (coentreprise GE et Safran Aircrafts Engines) sur une commande de 33 moteurs LEAP-1A (équipant sa flotte Airbus A320neo) et services de maintenance associés (1,86 Md USD). En outre, [COMAC et CFM](#) ont agréé une lettre d'intention (LOI) sur une vente de 38 moteurs et nacelles du LEAP 1-C, pour l'équipement du monocouloir C919 de l'avionneur chinois, toujours en attente de certification (Voir Brèves du SER de Pékin, [semaine du 30 août au 3 septembre](#)). COMAC a par ailleurs conclu des accords avec d'autres fournisseurs (Honeywell, GE). De son côté, Airbus a également signé un contrat avec China Southern Airlines pour adapter sa flotte A320 à des systèmes de surveillance coopératifs pour le contrôle du trafic aérien et d'autres (ADS-B).

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Actualités régionales

Sichuan : publication du 14^{ème} plan quinquennal pour les infrastructures de transport

Le 14^{ème} plan de développement complet des transports de la province du Sichuan fixe à celle-ci l'objectif de devenir le « 4^{ème} pôle » de transport national. Il s'intègre largement dans le contexte régional du Cercle économique Chengdu-Chongqing avec pour objectifs partagés la constitution d'un cluster aéroportuaire de niveau mondial, d'un centre portuaire du cours supérieur du Yangtze et d'un centre d'assemblage des trains de fret Chine-Europe. Le plan établit à 1 200 Md CNY le montant à investir dans les infrastructures de transport, dont 700 Md pour les autoroutes et voies navigables, 300 Md pour les chemins de fer et 25 Md pour l'aviation civile. Les trois principaux réseaux (TGV, autoroute, aéroports) devront atteindre en 2025 en combiné une desserte de 94 % des divisions administratives de la province.

Sur la période couverte, ce sont 1 300 km de lignes de TGV, 550 km de voies ferrées interurbaines et 1 940 km de lignes ferroviaires classiques qui seront construites. Une nouvelle voie ferrée interprovinciale sera construite, portant le total à 12 et 4 nouvelles villes seront couvertes par le réseau de TGV, portant le total à 13. Parmi les 37 autoroutes interprovinciales actives fin 2025, 13 auront été construites pendant la durée du 14^{ème} plan. 6 300 km d'autoroutes seront ajoutés au réseau provincial. Enfin, cinq nouveaux aéroports seront construits d'ici 2025 (Leshan, Guang'an, Suining, Huidong, Ganluo), portant l'ensemble à 22.

[Source](#)

Zhejiang : annonces de programmes d'aides sociales afin de garantir les moyens de subsistance pour la « prospérité commune » (03/11 et 09/11)

Depuis début novembre, la province du Zhejiang a annoncé plusieurs programmes d'élargissement de la couverture sociale. Une approche unifiée sera mis en œuvre pour identifier les groupes à faibles revenus dans les zones urbaines et rurales, et la coordination des ressources gouvernementales et sociales sera renforcée. A titre d'exemple, afin d'atteindre les objectifs de prospérité commune des agriculteurs et des zones rurales, le Zhejiang mettra en œuvre un programme de soutien aux talents ruraux. D'ici 2025 la province veut soutenir 100 000 talents agricoles, aider 1 million d'agriculteurs à accroître leurs revenus. Pour se faire, le Zhejiang renforcera les mesures en faveur des jeunes agriculteurs, notamment en les incluant dans le catalogue de classification des talents, en leur apportant un soutien en matière d'installation, de sécurité du logement, de soins médicaux, d'éducation des enfants, etc. Des fonds industriels pour le développement de talents agricoles seront créés, qui permettront la construction d'un certain nombre de parcs d'agro-innovation et de bases de démonstration pour les agro-innovateurs.

[Source](#) : [The paper](#), [Zjnews](#)

Zhejiang : Dix services provinciaux engagent des mesures de contrôle du marché immobilier, dont des contrôles rigoureux contre l'évitement fiscal illégal.

Le département du logement et du développement urbain et rural de la province du Zhejiang et 10 autres départements ont annoncé un "programme d'action spécial de rectification et de normalisation de l'ordre du marché immobilier". La province se donne environ 3 ans pour freiner l'évitement fiscal dans ce domaine et améliorer le système de réglementation par le biais de sanctions sévères. En ligne avec ce nouveau programme, le Zhejiang compte construire 1,2 million d'ensembles (pièces) de logements à loyer garanti dans 37 villes au

cours de la période du "14e plan quinquennal". Le développement du logement locatif garanti vise à améliorer la sécurité du logement et à atténuer la pénurie structurelle de l'offre sur le marché. La province élaborera également des politiques préférentielles à proximité de ces zones locatives à loyer garanti afin d'en faire des zones de vie attractives. Par exemple, en termes de politique foncière, des soutiens aux parcs industriels, à la construction de bureaux administratifs et à l'installation de services pour la vie courante seront accordés dans ces zones.

Source : [浙江十部门整治房地产市场，严查非法避税、变相垫付首付款等 长三角政商 澎湃新闻-The Paper, Zjnews](#)

Jiangsu : Pendant la période du 14e plan quinquennal le Jiangsu devrait réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 20% par unité de valeur ajoutée industrielle.

Le 8 novembre, la province du Jiangsu a publié son 14e plan quinquennal pour la protection de l'environnement. Selon la presse, la qualité environnementale de la province reste lacunaire, le Jiangsu étant la troisième province la plus émettrice de gaz à effet de serre du pays. Pour cela le Jiangsu cherche à modifier sa structure industrielle dans le domaine de la chimie lourde, sa structure de production électrique, basée très largement sur le charbon, et sa politique d'utilisation des terres "à forte intensité de développement". La province compte environ 45 000 entreprises industrielles dont 60 % seraient classées parmi les industries lourdes, et ses productions d'énergie thermique, d'acier et de ciment figurent parmi les trois premières de Chine. Le plan fixe pour objectif de réduire de 20% le ratio des émissions de CO2 par unité de valeur ajoutée industrielle d'ici 2025. Pour mémoire, le 14ème plan quinquennal pour la Chine prévoit une baisse de l'intensité carbone (émissions de CO2 rapportées au PIB) de -18 % sur la durée du plan.

Source : [The paper](#)

Delta du Yangtsé : Renforcement de la coordination du Delta du Yangtsé entre Shanghai, le Jiangsu, le Zhejiang et l'Anhui.

La commission municipale du commerce de Shanghai, et les ministères du commerce de la province du Zhejiang, Jiangsu et de l'Anhui ont signé un protocole de coopération sur le développement coordonné du commerce international, la prévention des risques économiques et la sécurité industrielle dans le delta du Yangtsé. Selon ce protocole de coopération, les différentes autorités renforceront la sécurité des chaînes industrielles et d'approvisionnement régionales. Ils mettront également en place un groupe de travail sur la sécurité industrielle et l'évaluation des règles commerciales internationales.

Sources : [Shanghai Observer](#), [The paper](#), [The paper](#)

Retour au sommaire ([ici](#))

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Taux de pauvreté : le taux de pauvreté avant redistribution augmente entre 2019 et 2020, atteignant 23,6%

1,6 millions de hongkongais vivent sous le seuil de pauvreté (avant redistribution), soit 23,6% de la population (contre 21,4% en 2019) d'après les statistiques publiées le 10 novembre dans le « Hong Kong Poverty Report 2020 ». En tenant compte des mesures de redistribution, le taux de pauvreté se contracte en revanche pour atteindre 7,9% (contre 9,2% en 2019), reflétant notamment les mesures de soutien mises en place par le gouvernement durant la pandémie, dont le versement d'une aide inconditionnelle de 10 000 HKD (1 283 USD) à l'ensemble des résidents. L'impact de la crise sanitaire et la hausse du chômage sont cités comme étant les principales causes de la hausse du taux de pauvreté avant redistribution au cours de l'année 2020.

Monnaies digitales : la HKMA publie un document détaillant 15 cas d'usage pour la monnaie de Banque centrale digitale (CBDC) mBridge en cours d'étude

22 acteurs du secteur privé (dont 19 institutions financières ainsi que l'opérateur de la bourse de Hong Kong HKEX) ont identifié 15 cas d'usage potentiels pour la monnaie de Banque centrale digitale mBridge dont notamment : le paiement des primes d'assurance et des indemnités entre Hong Kong et la Chine continentale (DBS), les opérations de conformité et le règlement de transactions sur des produits de gestion de fortune tokenisés à travers le Wealth Management Connect (HSBC) ou encore le dénouement transfrontalier de transactions lors d'émissions obligataires primaires (Goldman Sachs).

Le projet mBridge, initialement baptisé Inthanon-LionRock regroupe aujourd'hui la HKMA, la Banque centrale des EAU, celle de Thaïlande, le centre d'innovation de la BIS et l'institut de monnaies digitales de la PBoC. Il a été lancé en 2019 et vise à la création d'une monnaie digitale de banque centrale (CBDC) à l'usage des paiements transfrontaliers. Le projet mBridge est récemment entré dans sa 3^{ème} phase de recherche qui visera à produire une feuille de route permettant le passage du statut de prototype à celui de réseau prêt à entrer en production pour la technologie en cours de développement.

Bourse : chiffre d'affaires stable au 3^{ème} trimestre pour l'opérateur de la bourse de Hong Kong, HKEX

HKEX a réalisé un chiffre d'affaires stable au T3-2021 à 5,3 Mds HKD (680 M USD) comme au T3 2020, après un 1^{er} trimestre record (chiffre d'affaires en hausse de 49% en g.a à 764 Mds USD) puis un recul au 2nd trimestre (-17% en g.a à 641 Mds USD). Sur l'ensemble des 9 premiers mois de l'année, la tendance reste largement positive pour HKEX avec un chiffre d'affaires en hausse de 15%.

Le bénéfice net de HKEX se contracte en revanche de 3% au T3 (g.a) pour atteindre 3,2 Mds HKD (417 M USD), pénalisé par la contraction de ses revenus nets d'investissement du fait de la baisse des marchés asiatiques au cours de la période. Cette contraction est toutefois partiellement compensée par la hausse des frais de transactions et de *clearing* collectés (+17% en g.a pour les volumes journaliers moyens échangés au cours de la période).

Bourse : les nouvelles cotations poursuivent leur ralentissement au 3^{ème} trimestre, la bourse de Hong Kong se classant désormais derrière celle de Shanghai en matière d'IPO

La bourse de Hong Kong a reculé de 3^{ème} à 4^{ème} mondiale en termes d'IPO à l'issue du troisième trimestre avec 37,8 Mds USD levés depuis le début de l'année, passant derrière Shanghai. Si la bourse de Hong Kong a affiché un 1^{er} trimestre record avec 32 nouvelles cotations pour un montant total de 17,6 Mds USD (+822% en glissement annuel), dont une majorité de sociétés technologiques, la tendance s'est interrompue au 2^{ème} semestre. Les levées de fond ont ainsi reculé de 4% en g.a. au 2^{ème} trimestre puis de 60% au 3^{ème} trimestre. Les principales raisons citées sont le resserrement réglementaire en Chine (*tech* et internet, jeux vidéo, éducation, immobilier) et la dégradation du sentiment des investisseurs avec plusieurs IPO relativement décevantes (dont celles de Bilibili et Baidu). Les entreprises candidates ont clairement retardé leur introduction à la bourse de Hong Kong et 200 IPO seraient en attente d'un environnement plus favorable.

Bourse : le HSI progresse de 1,78% au cours de la semaine

Le HSI a clôturé cette semaine en hausse de 1,78% après 2 semaines de baisse consécutives. L'indice de référence de la bourse de Hong Kong a notamment bénéficié du rebond des sociétés du secteur immobilier (+15,71% pour l'indice Hang Seng Mainland Properties regroupant les principaux promoteurs chinois cotés à Hong Kong) après la publication par la presse chinoise de plusieurs articles indiquant un allègement à venir des contraintes de financement portant sur les promoteurs immobiliers. L'annonce d'un nouveau paiement de coupon par Evergrande le 10 novembre pour un montant total de 148,1 M USD a elle aussi contribué à l'amélioration du sentiment de marché vis-à-vis des promoteurs chinois cotés à Hong Kong (+20,87% pour l'action Evergrande au cours de la semaine). La hausse du HSI a également été portée par les valeurs technologiques cotées à Hong Kong (+4,6% pour le Hang Seng TECH).

Retour au sommaire ([ici](#))

Macao

Dépenses publiques : l'assemblée législative macanaise vote un budget déficitaire en 2022, s'appuyant sur ses réserves pour couvrir la baisse des recettes fiscales issues des jeux

Le Budget 2022 de Macao a été adopté par l'assemblée législative de la région administrative spéciale le 11 novembre. Il prévoit un déficit de 30 Mds MOP (3,7 M USD) pour l'année à venir, financé intégralement via les réserves fiscales macanaises (elles s'élevaient à 616,1 Mds MOP soit 76,6 Mds USD fin 2020). Cette prévision de déficit s'appuie sur des anticipations de revenus bruts issus des jeux fixées à 130 Mds MOP en 2022 (16,1 Mds USD soit moins de la moitié de leur niveau de 2019), qui permettraient au gouvernement macanais de collecter des recettes fiscales d'un montant de 45,5 Mds MOP (5,7 Mds USD). Les dépenses publiques atteindront de leur côté 99,4 Mds MOP (12,4 Mds USD), en hausse de 4,5% par rapport à 2021. La plupart des mesures de soutien économique mises en place cette année (subventions publiques portant notamment sur l'énergie, exemptions d'impôts, chèques santé etc.) se verront prolongées en 2022, pour un montant total de 12 Mds MOP (1,5 Mds USD). Deux nouvelles mesures d'allègement fiscal seront par ailleurs ajoutées aux précédentes, dont une exonération de la taxe de surveillance pour les fonds d'investissement afin de "contribuer au développement de l'industrie financière locale".

Retour au sommaire ([ici](#))

Taiwan

Commerce extérieur : les exportations taïwanaises dépassent 40 Mds USD au mois d'octobre

Selon les [statistiques du ministère des Finances \(MOF\)](#), les exportations ont, pour la première fois, dépassé 40 Mds USD sur un mois en octobre. Elles enregistrent leur 16ème hausse mensuelle consécutive et représentent un montant cumulé de 364 Mds USD (+30%) sur les dix premiers mois. Elles augmentent notamment vers la Chine (154,6 Mds USD, soit +26,5%, y/c Hong Kong), l'ASEAN (57,4 Mds USD, +33,1%), les Etats-Unis (53,2 Mds USD, +29,1%), l'Europe (31,2 Mds USD, +36,6%) et le Japon (23,8 Mds USD, +23,3%). Les produits électroniques restent le premier poste d'exportation, avec un montant cumulé de 139,8 Mds USD (+26,9% en g.a.), soit 38% du total ; les exportations de plusieurs secteurs de l'industrie progressent également tels que les produits de télécommunication (49,8 Mds USD, +25,8%), les produits métallurgiques (29,8 Mds USD, +43,8%), les plastiques (24,6 Mds USD, +44,2%) et les machines-outils (22,8 Mds USD, +28,5%). La Chine (y compris Hong Kong) reste la première destination des exportations taïwanaises (42,5% du total). Les importations qui représentent un montant cumulé de 310,3 Mds USD, progressent de 33,7% par rapport aux dix mois 2020. La progression est particulièrement marquée pour les produits électroniques (74,8 Mds USD, +32,8%), les produits minéraux (44,4 Mds USD, +57,4%), les machines et équipements (36,3 Mds USD, +38,5%), les produits chimiques (27,5 Mds USD, +26,4%) et les produits métallurgiques (24 Mds USD, +47%). La Chine (y compris HK) reste le premier fournisseur de Taïwan (22% du total, +32,3%), suivie du Japon (14,9%, +23,4%), des pays de l'ASEAN (12,4%, +31,1%), de l'Europe (12,4%, +31,9%) et des Etats-Unis (10,4%, +21,8%). Au final, l'excédent commercial de Taïwan progresse de 11,8% et atteint 53,8 Mds USD. Le MOF estime que [sur l'année 2021, les exportations devraient dépasser 400 Mds USD.](#) Cette tendance haussière devrait se maintenir au T1 2022.

Réserves de change : Taïwan se maintient au cinquième rang mondial à la fin du mois d'octobre

La banque centrale de Taïwan (CBC) a annoncé que [les réserves de change avaient atteint 546,7 Mds USD fin octobre](#), soit une augmentation 1,8 Mds USD par rapport au mois précédent. La CBC a attribué cette progression à la bonne gestion des réserves en devises ainsi qu'à la progression de la plupart des monnaies étrangères par rapport au USD, dont la livre sterling (+2,52%), le yuan chinois (+1,33%) et l'euro (+0,62%), a contrario du yen japonais qui se déprécie (-1,49%). Le TWD continue à se renforcer par rapport à l'USD atteignant 27,946 pour 1 USD en octobre 2021 (30,205 en mars 2020). Par ailleurs, [les titres et dépôts libellés en TWD détenus par des investisseurs étrangers atteignaient fin octobre 698,7 Mds USD, représentant 128% du montant des réserves de change.](#) Taïwan se maintient au cinquième rang mondial en termes de réserves de change derrière la Chine, le Japon, la Suisse et l'Inde.

Finance: la fusion entre Fubon et Jih Sun devrait être finalisée au T1 2022

[Fubon Financial Holding Co. a annoncé que son projet de fusion avec Jih Sun Financial Holding Co. devrait être finalisé au cours du premier trimestre 2022,](#) celle des activités bancaires et des valeurs mobilières (*securities*) devant intervenir fin 2022. Fubon, qui a annoncé, en décembre 2020, son plan d'acquisition des actions de Jih Sun, estimé à 24,5 Mds TWD (environ 760 M EUR), détient à ce jour 57,93% des parts de Jih Sun. Pour rappel, [la FSC avait amendé, en novembre 2018, la réglementation](#) pour encourager les fusions dans le secteur financier qui reste encore très atomisé.

Mobilité électrique : le gouvernement prolonge les mesures d'exemption de taxes

Afin d'encourager la mobilité bas-carbone et l'innovation dans ce secteur, le gouvernement vient d'approuver [un amendement à la loi sur les taxes liées au certificat d'immatriculation](#) « Vehicle License Tax Act » permettant [d'étendre l'exemption des taxes sur les véhicules et scooters électriques à 4 ans](#), jusqu'en décembre 2025. Le [ministère des Finances](#) (MOF) indique qu'il s'agit de la troisième extension depuis la mise en place de ce dispositif en 2012. Ces nouvelles mesures qui doivent être adoptées par le Parlement, devraient représenter pour l'administration fiscale un manque à gagner de l'ordre de 3 Mds TWD (93 M euros). Par ailleurs, le MOF précise qu'un projet de prolongement de l'exemption des taxes sur les marchandises (*Commodity Tax Act*), a été soumis au Yuan exécutif. Ces mesures devraient permettre de générer dans ce secteur une valeur de la production de 77,5 Md TWD et 25 000 emplois. Le nombre des véhicules électriques pourrait atteindre 337 000 d'ici 2025.

Foxconn : le premier sous-traitant d'Apple accélère sa diversification dans le véhicule électrique

Le PDG du groupe Foxconn, LIU Young-Way, a indiqué lors du [2021 U.S. Taiwan High Tech Forum](#), que [le véhicule électrique allait occuper une place centrale dans l'industrie des semi-conducteurs](#). Taiwan occupe en effet un rôle clef dans cette industrie en raison de son avance technologique et du leadership mondial de son industrie des TIC. La valeur des semi-conducteurs utilisés pour la production d'un véhicule électrique serait en moyenne de 834 USD contre 396 USD pour un véhicule à moteur à explosion. La guerre commerciale sino-américaine va faire évoluer la géographie des chaînes de valeur de cette industrie. La plateforme MIH dédiée au VE, lancée en octobre 2020, réunit déjà 1700 entreprises. Foxconn a lancé par ailleurs en partenariat avec le groupe automobile Yulong, à travers la co-entreprise Foxtron Vehicles Technologies, trois modèles de VE en octobre 2021. Foxconn poursuit ses efforts de R&D et d'investissement, comme l'illustre sa coopération récente avec la société SES dans les batteries lithium-métal. Par ailleurs, [le groupe a confirmé l'acquisition](#) de l'usine d'assemblage de Lordstown Motors Corp. dans l'Ohio pour 230 M USD suite à l'accord de principe conclu entre les deux entreprises en septembre dernier. L'arrivée de LIU Young-Way à la tête du 3^{ème} groupe industriel mondial (chiffre d'affaires de 193 Mds USD en 2020) a accéléré la diversification de ses activités vers le véhicule électrique. LIU, ancien responsable de la branche semi-conducteurs, entend valoriser les synergies entre l'industrie électronique et sa relation privilégiée avec Apple (certains observateurs lui prêtent en effet le projet de produire le VE d'Apple) pour devenir un leader de l'industrie du VE. La multiplication des partenariats, dont celui avec Stellantis, pour la production de tableaux de bord numériques, et le rachat d'une usine de semi-conducteurs de Macronix à Hsinchu, en 2021, illustrent cette diversification.

Commerce bilatéral : le déficit commercial progresse de 45% au cours des trois premiers trimestres

Selon les douanes françaises, [le commerce de biens entre la France et Taïwan a progressé de 21,7% au cours des 9 premiers mois de l'année pour atteindre 4,04 Mds EUR](#).

Les exportations françaises progressent de 13,1% pour atteindre 1,38 Mds EUR, notamment en raison de la forte croissance du secteur « Produit de la construction aéronautique et spatiale » (148,8 M EUR, contre 11,4 M EUR sur les neuf premiers mois de 2020). Hors aéronautique, nos exportations augmentent modestement (+2,0%). Parmi les autres produits les plus demandés, les boissons (99,4 M EUR, +13,2%), les cuirs, bagages et chaussures (86 M EUR, +29,9%) et les parfums, cosmétiques et produits d'entretien (83,3 M EUR, +17,9%) progressent alors que diminuent nos exportations de composants et cartes électroniques (157,6 M EUR, -8,6%), 1er poste d'exportation hors aéronefs, les produits chimiques (118,6 M EUR; -16,3%) et les produits pharmaceutiques (118,1 M EUR, -3,3%). Les importations en provenance de Taïwan augmentent de 26,6% pour atteindre 2,66 Mds EUR,

avec notamment les achats des composants et cartes électroniques (672 M EUR, +29,6%), des ordinateurs et équipements périphériques (320 M EUR, +23,4%) et des cycles et motocycles (253 M EUR, +23,6%).
Au final, notre déficit commercial progresse de 45,5% à 1,27 Mds EUR.

Retour au sommaire ([ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet
Rédacteurs : Thomas Carré, Zilan Huang, Ohran Chiali, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Antoine Moisson, Camille Paillard, Julien Boudet, François Lemal, Dominique Grass, Li Wei, Florian Surre, Valérie Liang-Champrenault, Odile Huang, Charlotte Lau, Chen Cheng, Max Chang, Alain Berder, Rodolphe Girault, Pascal Millard, Julien Defrance
Revu par : Axel Demenet
Pour s'abonner : camille.paillard@dgtresor.gouv.fr